

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/54

19 octobre 1998

(98-4011)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE LEURS ETATS MEMBRES

CERTIFICATION

Liste révisée d'engagements spécifiques concernant les services financiers

La délégation des Communautés européennes et leurs États membres ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en lui demandant de la distribuer aux Membres de l'OMC.

À la suite des modifications apportées à la législation suédoise, et conformément à l'engagement additionnel pris à cet égard à la page 16, dans la colonne relative aux engagements additionnels, du document GATS/SC/31/Suppl.4, les Communautés européennes et leurs États membres confirment que la restriction relative à l'administration de certains fonds de placement collectif (Allemansfonder), énoncée dans la colonne relative aux limitations concernant le traitement national, au deuxième paragraphe de la page 16 du document susmentionné, ne s'appliquera plus à compter de l'entrée en vigueur du cinquième Protocole annexé à l'AGCS.

Les passages du document susmentionnés peuvent donc être supprimés de la Liste d'engagements spécifiques des Communautés européennes et de leurs États membres.

Si aucune objection n'est notifiée au Secrétariat dans les 90 jours suivant la date de la présente communication, la Liste d'engagements spécifiques concernant les services financiers des Communautés européennes et de leurs États membres annexée au cinquième Protocole annexé à l'AGCS sera réputée modifiée comme indiqué ci-dessus.

./.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
	<p>A: Seuls les membres de la Bourse autrichienne peuvent y négocier des titres.</p> <p>A: Les opérations de change et les transactions sur devises sont subordonnées à l'autorisation de la Banque nationale autrichienne.</p> <p>A: Les obligations hypothécaires et obligations de collectivités locales peuvent être émises par des banques spécialisées et agréées à cette fin.</p> <p>A: Seules les sociétés spécialisées exclusivement à cet effet et constituées en sociétés anonymes en Autriche peuvent fournir des services de gestion des caisses de pension.</p> <p>B: Toute offre publique d'acquisition de valeurs mobilières belges faite par ou pour le compte d'une personne, d'une société ou d'une institution ne relevant pas d'un État membre de la Communauté européenne doit être autorisée par le Ministre des finances.</p>	<p>S: Le fondateur d'un établissement bancaire doit être une personne physique résidant dans l'Espace économique européen ou une banque étrangère. Le fondateur d'une caisse d'épargne doit être une personne physique résidant dans l'Espace économique européen.</p> <p>S: Les succursales des sociétés de gestion de fonds non constituées en Suède ne peuvent pas gérer certains fonds de placement collectif dont les membres bénéficient de certains avantages fiscaux (Allemanfonder).</p>	<p>S: Les restrictions concernant l'administration de certains fonds de placement collectif (Allemanfonder) par les succursales de sociétés de gestion de fonds en Suède sont actuellement réexaminées. Le gouvernement suédois envisage de proposer la suppression de ces restrictions en 1998. Sous réserve de l'adoption par le Parlement de l'amendement législatif nécessaire, la Suède supprimera la limitation pertinente indiquée dans la colonne relative au traitement national.</p>